

M. Hollande et M. Draghi jugent nécessaire de soutenir la croissance Le Monde 3 septembre



François Hollande et Mario Draghi, le patron de la BCE, à l'Elysée, le 1 - sup - er - /sup - septembre. PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

Malgré les réticences de Berlin, Paris et la BCE sont favorables à plus de souplesse budgétaire

Convergences de vue. " D'après une source proche du chef de l'Etat, François Hollande et Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), portent le même diagnostic sur l'économie de la zone euro. Les deux hommes se sont rencontrés, lundi 1er septembre, à l'Elysée, où ils ont échangé sur " la nécessité de soutenir la croissance européenne face au risque d'inflation trop faible ", et ce " en utilisant la flexibilité offerte par les règles budgétaires européennes " et par de grands projets d'investissement européens.

Une vision " que M. Hollande défend depuis des mois ", insiste un proche. Du côté de la Banque centrale, on se contente de confirmer que les deux dirigeants ont fait un " *tour d'horizon des questions économiques du moment* ".

A trois jours de la réunion mensuelle de la BCE, qui se tiendra le 4 septembre à Francfort, cet échange de vues est néanmoins un symbole fort. D'autant qu'il intervient dans un contexte inédit : le 22 août, à Jackson Hole (Etats-Unis), M. Draghi a stupéfié son auditoire en expliquant que la zone euro avait besoin d'une politique budgétaire plus active et mieux coordonnée. Mais tout en rappelant l'importance du redressement des finances publiques et la poursuite des réformes. " *Il a reconnu que l'Europe est allée trop loin dans l'austérité : c'est une inflexion majeure* ", estime Philippe Waechter, chez Natixis AM.

Un changement de ton qui tombe à point nommé pour M. Hollande qui a appelé, le 28 août, à la tenue d'un sommet extraordinaire sur la croissance cet automne. Et qui espère officieusement

obtenir un nouveau report des objectifs budgétaires, car la France ne parviendra pas à ramener son déficit public sous la barre des 3 % du produit intérieur brut en 2015.

Une initiative qui n'est pas sans agacer Berlin, loin d'être convaincu de la nécessité d'assouplir les règles budgétaires. L'hebdomadaire *Der Spiegel* du 1er septembre rapportait ainsi qu'il y a quelques jours la chancelière allemande, Angela Merkel, s'est " emparée de son téléphone pour interroger M. Draghi " et savoir " ce qu'il avait voulu dire " à Jackson Hole. Mais, selon le porte-parole de la chancelière, c'est le président de la BCE qui a pris l'initiative cet appel. A Berlin, on nie toute tension avec l'institut de Francfort.

Le gouvernement allemand se trouve néanmoins dans l'embarras. D'un côté, il rejette l'idée que la zone euro soit entrée dans une spirale déflationniste. " *On ne voit nulle part de signe que les consommateurs retardent leurs achats, car ils anticipent une baisse des prix. De plus, que les prix baissent en Espagne ou en Grèce n'est pas une mauvaise chose* ", affirme ainsi un haut fonctionnaire.

Par ailleurs, le gouvernement estime indispensable que les Etats européens, notamment la France, entreprennent des réformes structurelles. Invité d'honneur de l'Institut Jacques Delors de Berlin, lundi, le ministre des finances, Wolfgang Schäuble, l'a répété : pour relancer la croissance en Europe, " *il faut des réformes, plus d'investissement, un cadre institutionnel solide, une politique financière solide* ". Surtout, il faut " *respecter les engagements - qu'ils se sont donnés -* ". Selon lui, il sera impossible de faire accepter aux Allemands la plus grande intégration européenne qu'il appelle de ses vœux si les pays en difficulté ne montrent pas qu'ils accomplissent les réformes indispensables.

Mais d'un autre côté, Berlin voit bien que la croissance patine dans la zone euro. Selon nos informations, le gouvernement serait donc prêt à accepter que la BCE prenne de nouvelles mesures non conventionnelles – même si elles risquent de susciter un tollé dans une partie de l'opinion allemande –, à condition que les Etats poursuivent les réformes et le redressement des déficits publics encore partout trop importants...

Sauf en Allemagne. Selon les statistiques officielles publiées lundi, nos voisins ont en effet dégagé un excédent budgétaire de 16,1 milliards d'euros au premier semestre, soit 1,1 % du PIB, un montant record depuis la réunification. De quoi donner du grain à moudre à ceux qui réclament à Berlin de relâcher un peu la bride de l'orthodoxie budgétaire pour soutenir la croissance européenne.

Dans tous les cas, la balle est désormais dans le camp de Bruxelles, car c'est là, et non à Francfort, Berlin ou Paris, que l'éventuel report des ajustements budgétaires sera tranché. " *Malgré les discours prudents de M. Schäuble, un consensus semble se dessiner officieusement au niveau européen sur la nécessité d'assouplir les politiques budgétaires, surtout après les derniers chiffres décevants de la croissance* ", estiment Johannes Gareis et Alan Lemangnen, économistes chez Natixis, dans une note sur le sujet. Consciente que la BCE ne peut pas soutenir l'activité toute seule, Bruxelles redouterait également que trop d'austérité ne fasse vaciller les gouvernements espagnol, grec et portugais, lors des élections législatives et présidentielle (Grèce) prévues dans ces pays en 2015.

Marie Charrel et Frédéric Lemaître (à Berlin)